

majorité des États sont stables et autonomes, il en reste un grand nombre qui sont accablés de difficultés, défailants, en déroute ou considérés comme voyous.

On entend par États accablés de difficultés ceux qui ne possèdent pas les ressources et les institutions nécessaires pour répondre aux besoins de leur population; par États défailants ceux dont le gouvernement central ne contrôle plus la totalité du territoire et est aux prises avec des soulèvements ou des mouvements séparatistes; par États en déroute ceux où la loi et l'ordre n'existent plus, et où les services de base sont interrompus; et par États voyous, ceux dont le gouvernement fonctionne, mais en violation flagrante des règles de la communauté internationale.

Cette crise touche aussi les Canadiens. Elle provoque chez eux des préoccupations qui transcendent l'aspect humanitaire, car elle a aussi des répercussions directes sur leurs intérêts. Il suffit de penser que les plus importantes vagues d'immigrants que nous avons accueillies récemment venaient de trois pays en déroute ou défailants, nommément la Somalie, le Sri Lanka et Haïti. Certes, nous devons assumer nos obligations et continuer d'être une terre d'asile pour les réfugiés. Il est aussi dans notre intérêt de maintenir un niveau d'immigration relativement élevé. Cela dit, il convient de se demander comment un pays riche et privilégié, le Canada par exemple, peut contrôler l'immigration et la croissance démographique sur son territoire quand il existe dans le monde de 25 à 30 États où l'ordre national s'effondre.

Il ne s'agit cependant pas des seuls symptômes de la crise des États. D'autres populations — Iraquiens, Libyens, Iraniens et Nord-Coréens — vivent ou ont vécu dans des États où la richesse nationale sert non pas à la croissance du pays, mais plutôt au développement d'armes de destruction massive. Les Canadiens ne peuvent vivre en sécurité dans un monde où les États voyous abondent. Nous pouvons ou non soutenir les changements de régime par la coercition, mais nous devons absolument chercher à instaurer un ordre mondial où les accords de non-prolifération sont respectés.

D'autres États — et cela comprend l'Afghanistan et la Somalie — ont mis leur territoire à disposition pour l'entraînement des groupes